

## Libre propos

## Ali Bongo Ondimba : l'action et des réalisations

Par Ngoyo Moussavou

Libreville/Gabon

Devenu officiellement candidat à sa réélection, le président Ali Bongo Ondimba est résolument passé à l'offensive, en abordant avec franchise, honnêteté et sincérité toutes les questions qui préoccupent aujourd'hui les Gabonaises et les Gabonais à la veille de l'élection présidentielle du 27 août prochain. Tout autre attitude aurait été risquée et c'est tout le mérite de M. Ali d'avoir le courage d'étaler ainsi aux yeux de tous, ce qui ne va pas et ce qui va au Gabon, car si les problèmes ne sont pas correctement diagnostiqués et repérés, leur solution en sera à jamais rendue impossible.

Comme président de la République sortant, M. Ali peut prêter le flanc à toutes les accusations possibles, le rendant responsable des maux du pays et ses opposants ne manquent évidemment pas l'occasion de le faire. Il y a pourtant un hic qu'il ne manque pas de rappeler, c'est que ses opposants d'aujourd'hui étaient au pouvoir il n'y a encore pas si longtemps et qu'ils portent, au moins à égalité avec lui, la responsabilité de ces maux restés sans solution. Cependant, il apporte des précisions supplémentaires en révélant que le bilan de leur passage aux affaires a été catastrophique et au bénéfice d'eux

seuls au détriment du peuple gabonais.

Ils n'ont rien, en effet, à mettre à leur actif contrairement à M. Ali qui donne des exemples de ses réalisations quand il était ministre (hôpitaux de Mouila et d'Oyem, Hôpital des armées, Prytanée militaire, etc.) et bien entendu depuis qu'il occupe la magistrature suprême (routes pour désenclaver la presqu'île de Port-Gentil, ponts sur la Banio (Mayumba) et d'Ozouri (Port-Gentil), assurance maladie accessible à plus d'un million de Gabonais, nouveaux Centres hospitaliers universitaires (CHU), lancement de la décennie de la femme, création de l'Institut du pétrole et du gaz de Port-Gentil, de l'Ecole des mines de Moanda, etc.

Le président Ali Bongo Ondimba place d'emblée la campagne électorale sous le signe de l'action et des réalisations, de manière à ce que les Gabonais choisissent en connaissance de cause sur des acquis et un programme, et non sur des insultes et des calomnies. Il n'hésite pas à évoquer le dégoût et l'avisement de la démocratie, que lui inspirent les ragots répandus par ses adversaires au sujet de sa filiation, manoeuvre de diversion ignoble et répugnante pour brouiller les cartes et détourner le peuple gabonais de l'essentiel.

Il joue la carte de la transparence et présente clairement les enjeux de l'élection, ayant

confiance en la sagacité et l'intelligence du peuple gabonais, capable de voir son intérêt et celui du Gabon qui ne sont pas séparables. Cette élection n'est pas celle d'un individu mais l'engagement sur un programme qui concerne l'avenir commun de tous les Gabonais. Il insiste à ce sujet sur quatre points principaux qui constituent le cœur de ses engagements et de son combat :

1/ La paix et l'esprit civique pour assurer au Gabon les conditions de son développement. M. Ali a fait appel aux « valeurs profondes bantoues » pour continuer à promouvoir le dialogue et l'acceptation de l'autre. Sans sécurité des personnes et des biens il n'y a pas de vie heureuse et prospère possible.

2/ La formation professionnelle des jeunes pour leur offrir un emploi à l'issue de leurs études. Dans un pays où 64 % de la population a moins de 30 ans, la question de l'intégration des jeunes est primordiale. Au rythme actuel, la population gabonaise doublera d'ici 24 ans et il faut doubler la taille du secteur privé pour assurer un avenir à tous ces jeunes.

3/ L'amélioration du cadre de vie dans un pays où 87 % de la population vit en ville sur 1% du territoire national. Il faut permettre aux quartiers actuellement sous-intégrés d'accéder aux services sociaux de base et rendre les villes plus belles, propres

et accueillantes.

4/ L'égalité des chances pour en finir avec les privilèges indus fondés sur la famille et les amis. Les Gabonaises et les Gabonais doivent pouvoir accéder à tous les postes qui correspondent à leurs compétences et à leur mérite, quelle que soit leur origine sociale ou ethnique. C'est d'un autre modèle de société qu'il s'agit, plus juste et plus solidaire, qui doit permettre une meilleure répartition des richesses.

M. Ali se présente donc comme le seul porteur du changement alors qu'il présidait déjà aux destinées du pays. Le paradoxe n'est qu'apparent si l'on considère tous les obstacles qu'il a rencontrés jusqu'à présent dans sa politique de rénovation de la société, de l'économie et de la nation gabonaise. En tant que chef de file des « Rénovateurs », il a dû combattre les réticences, les obstructions et les freins de la part de tous les tenants de l'ordre ancien, qui sont aujourd'hui passés dans l'opposition et qui se présentent comme ses adversaires à l'élection présidentielle. « Nous devons changer ensemble » proclame-t-il, signifiant par là qu'il compte sur l'appui et la compréhension en profondeur du peuple gabonais pour accomplir sa mission au service du pays. Chaque Gabonaise et chaque Gabonais a en effet intérêt à ce que le champ de sa réussite sociale et personnelle lui soit ouvert, dans une société qui ré-

compense le travail et le mérite en mettant fin aux privilèges.

M. Ali se prononce donc pour un nouveau modèle de société fondé sur un changement en profondeur des mentalités, une véritable « rupture ». Cette égalité des chances trouvera également son application dans le domaine crucial de la promotion des femmes. Il peut compter sur ce plan sur le soutien éminent et efficace de son épouse, Mme Sylvia Bongo Ondimba, qui lui rappelle tous les jours combien il est urgent et indispensable de protéger les femmes contre les violences et les discriminations à l'école, au travail et dans les foyers. Il se prononce pour une loi exigeant 30% de représentation des femmes aux élections et dans la haute administration.

Le chef de l'Etat ne se voile pas la face. Il reconnaît que beaucoup de progrès restent à accomplir et que tout ne se fera pas en un jour. Il donne cependant aux Gabonaises et aux Gabonais les moyens de comprendre la situation de leur pays, de lutter efficacement et progressivement contre la pauvreté, en pointant les entraves au développement et en traçant les voies de l'avenir. Il n'existe pas de meilleur service à rendre à son peuple auquel il demande de lui donner les moyens de poursuivre sa tâche en connaissance cause. Peut-on rêver meilleure démarche démocratique ?

## Présidentielle 2016/Campagne électorale

### Un démarrage poussif à Oyem

ESSONE NDONG

Oyem/Gabon

C'EST un démarrage un peu poussif de la campagne présidentielle que l'on observe dans la ville d'Oyem et ses environs. Et en dehors du lancement officiel de la campagne pour le candidat du Parti démocratique gabonais (PDG), Ali Bongo Ondimba, par Daniel Ona Ondo, Premier ministre, chef du gouvernement en sa qualité de coordonnateur provincial, il n'y a pas eu à proprement parler d'action d'éclat de la part des écuries des candidats. Peut-être fourbissent-elles encore leurs armes en vue d'une meilleure occupation du terrain. Seules les affiches et notamment celles du candidat du PDG qui sont loin de passer inaperçues, tellement elles trônent dans les grands carrefours et les axes principaux avec le slogan «changeons ensemble». Sur d'autres supports sont exaltées les actions fortes de son septennat : Projet Graine, adduction d'eau et d'électricité, formation et éducation, santé...

Par contre, c'est à la périphérie et dans les villages




Ona Ondo et les siens ont ouvert la campagne dans la commune d'Oyem.



Vue partielle des militants PDG à la tribune officielle d'Oyem.

que l'ont voit les affiches du candidat Jean Ping pointant son slogan «le Gabon à l'abri de la peur, le Gabon à l'abri du besoin». En dehors de ces illustrations, il n'y a pas encore eu de grands

meetings ou causeries pour emballer l'opinion qui, à raison, s'impatiente quelque peu... Cependant, en dépit de cela, le sujet est bien dans toutes les conversations.




**ELECTION PRESIDENTIELLE 2016**

**COMMUNIQUÉ**

La Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP) rappelle aux électeurs que le scrutin présidentiel aura lieu le samedi 27 août 2016. A cet effet, elle les invite, dès à présent, à localiser l'emplacement de leur bureau de vote.

Par ailleurs, la CENAP rappelle aux électeurs que l'accès au bureau de vote est conditionné par la présentation de la carte d'électeur et de l'une ou l'autre des pièces ci-après :

- En milieu urbain,

La carte nationale d'identité ou un passeport en cours de validité.

- En milieu rural,

A défaut des pièces citées ci-dessus, une pièce d'état civil originale ou légalisée.